

"Pour nous, Macron, c'est non !"

La loi Macron n'est pas un simple fourretout : sous ces apparences décousues, il y a une vraie cohérence : le démantèlement social avec une remise en cause générale des droits et garanties des salarié-es.

C'est une loi réactionnaire donnant plus de liberté pour les patrons et moins de droits pour les salariés.

- ➔ **Travail du dimanche dans le commerce** : la banalisation du travail du dimanche avec 12 dimanches travaillés par an, presque sans conditions. A terme il n'y aura plus de majoration de salaire pour le travail dominical. Un recul sur les bonifications pour travail de nuit, recul à minuit au lieu de 21h00 pour passer en horaire de nuit.
- ➔ **Limitation des prérogatives de l'inspection du travail et de la médecine du travail** : le but est de dépénaliser le droit du travail au profit de simples amendes (jamais payées !).
- ➔ **Facilitation des licenciements** : suppression du droit de regard de l'administration lors de licenciements par « petits paquets » dans les boîtes de moins de 50 salarié-es, suppression des critères d'ordre lors des licenciements, et en matière de reclassement, la responsabilité est portée sur le salarié licencié !
- ➔ **Remise en cause de la Justice Prud'homale** : la réforme Macron est une attaque frontale contre les conseillers prud'hommes qui au quotidien rendent la justice. Elle n'améliorera en rien la situation de l'emploi. Au contraire, la dégradation de la justice prud'homale ne peut qu'encourager les employeurs à multiplier les licenciements injustifiés.

Nouvelles privatisations, allègement des normes, des obligations au profit de l'économie, généralisation du transport inter urbains par cars....

Le gouvernement ferait mieux d'entendre les salariés. L'austérité nuit au progrès.

Contre la loi Macron, contre le pacte de responsabilité, contre les politiques d'austérité, pour l'augmentation des salaires, des pensions, pour les embauches... JE SIGNE

CETTE LOI PASSÉE EN FORCE DOIT ÊTRE RETIRÉE

C'est l'une des raisons pour laquelle nos organisations syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le 9 avril 2015

NOM - PRÉNOM	VILLE	SIGNATURE